



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 395

Texte de la question

## CONFÉRENCE DE DOHA SUR LE CLIMAT

M. le président. La parole est à M. François-Michel Lambert, pour le groupe écologiste.

M. François-Michel Lambert. Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, ce week-end s'est clôturée à Doha la 18e conférence des parties à la Convention sur le climat, à laquelle vous avez participé, ainsi que le ministre Pascal Canfin, pour représenter la France.

Quel bilan pouvons-nous en tirer ? À l'heure où le prix de l'énergie ne cesse d'augmenter, où notre environnement atteint son seuil de tolérance du fait de notre comportement, nous n'avons plus le temps de tergiverser. Les scientifiques l'ont encore dit : notre climat est menacé par les énergies fossiles, par l'émission des gaz à effet de serre.

La conférence a accouché d'un accord au forceps, prolongeant les négociations pour sauver l'engagement de Kyôto. Nous restons, comme prévu, dans une configuration où seuls les pays responsables de 15 % des émissions de gaz à effet de serre s'engagent, dont la France. L'ambition de départ était faible, l'accord final est insuffisant.

La France doit montrer l'exemple et faire un pas franc vers la transition énergétique que nous appelons de nos vœux. Il faut tourner le dos aux énergies fossiles, et en premier lieu aux gaz de schiste, qui sont des énergies du passé dont personne ne veut sur notre territoire.

M. Gilbert Collard. C'est vous, les fossiles !

M. François-Michel Lambert. Les énergies renouvelables sont créatrices d'emplois, et elles sont locales : ne manquons pas le virage industriel qu'elles représentent. Je pense notamment à la biomasse et au biogaz qui représentent potentiellement 60 % des énergies renouvelables en 2020, mais en faveur desquels nous manquons aujourd'hui de moyens et surtout d'un discours politique fort et clair. Soyons la nation de l'avenir ! Madame la ministre, quel bilan tirez-vous de la conférence de Doha, notamment en ce qui concerne l'urgence d'un rééquilibrage de notre politique énergétique par la promotion des seules énergies renouvelables ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste et sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Mme Delphine Batho, *ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*. Monsieur le député, la France était représentée à Doha par le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, par Pascal Canfin et par moi-même,...

M. François Rochebloine. Trois ministres !

Mme Delphine Batho, *ministre*. ...mais aussi par des parlementaires, aussi bien de la majorité que de l'opposition. Je me réjouis que la France soit unie lorsqu'elle doit participer à une conférence internationale sur le climat.

C'est vrai, le décalage est grand entre la réalité d'un réchauffement climatique qui s'accélère et dont nous mesurons régulièrement les impacts, récemment encore avec le typhon qui a touché les Philippines, et le résultat de la conférence de Doha qui peut paraître dérisoire par rapport à cette réalité.

Vous l'avez dit, l'accord que nous avons obtenu est modeste. Il repose essentiellement sur la continuité du protocole de Kyôto, l'ouverture d'une deuxième période d'engagement au travers duquel l'Union européenne et la France vont s'attacher à continuer de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Malheureusement, vous

l'avez dit aussi, les pays qui s'engagent à ce stade ne sont responsables que de 15 % des émissions à l'échelle planétaire. Les négociations internationales sur le climat se heurtent aujourd'hui à la réalité des rapports de force imposés par la mondialisation et par les grands pays développés qui se refusent à remettre en cause leur modèle de développement.

Néanmoins, un point important a été obtenu dans le cadre de cet accord modeste : le programme de travail qui doit nous conduire à l'adoption d'un accord universel contraignant en 2015. Vous le savez, la France a confirmé à Doha, par la voix de Laurent Fabius, sa disponibilité pour accueillir la conférence de 2015. Nous souhaitons qu'un sursaut de la communauté internationale permette d'aboutir à cet accord universel, et la diplomatie française jouera un rôle moteur.

Oui, nous devons montrer l'exemple. Telle est la volonté du Premier ministre, avec le cap qui est fixé d'un nouveau modèle français basé sur la transition énergétique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. François-Michel Lambert](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (10<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 395

**Rubrique :** Environnement

**Ministère interrogé :** Écologie, développement durable et énergie

**Ministère attributaire :** Écologie, développement durable et énergie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [12 décembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 décembre 2012](#)